

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>24.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>Alternativenergien</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Standesinitiative</b>
Datum	<b>01.01.1990 - 01.01.2020</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Bernhard, Laurent  
Caretti, Brigitte  
Mach, André

## Bevorzugte Zitierweise

Bernhard, Laurent; Caretti, Brigitte; Mach, André 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Alternativenenergien, Standesinitiative, 1990 - 2013*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 24.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Infrastruktur und Lebensraum</b>	1
Energie	1
Wasserkraft	1
Alternativenergien	1

# Abkürzungsverzeichnis

**EVED** Eidgenössisches Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement  
**BWW** Bundesamt für Wasserwirtschaft

---

**DFTCE** Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie  
**OFEE** Office fédéral de l'économie des eaux

# Allgemeine Chronik

## Infrastruktur und Lebensraum

### Energie

#### Wasserkraft

STANDESINITIATIVE  
DATUM: 15.02.1990  
BRIGITTE CARETTI

Entre 1978 et 1979, des fissures apparurent dans le mur du barrage du Zeuzier (VS). Remis en état sous les auspices du DFTCE et de l'OFEE, ce barrage fait l'objet d'une dissension entre Confédération et Etat du Valais à propos des origines des dommages. Pour les autorités fédérales, ces derniers proviennent des travaux de la galerie de sondage du Rawyl; pour le canton, ils sont issus des mouvements tectoniques de la région. Appelé à trancher, par la commission fédérale d'estimation, entre ces deux positions, l'expert estima que le barrage-voûte du Zeuzier n'était pas acceptable dans les conditions géologiques du Rawyl. En réponse à une question du conseiller aux Etats Delalay (pdc, VS), le Conseil fédéral assura qu'il n'y avait aucun risque pour la sécurité des populations concernées. Cette polémique amena le canton du Valais à **déposer une initiative** au niveau fédéral dans laquelle il demande l'instauration **d'une responsabilité civile illimitée pour les exploitants d'installations hydro-électriques** (lv.ct. 90.203).<sup>1</sup>

STANDESINITIATIVE  
DATUM: 01.10.1991  
ANDRÉ MACH

**Le Conseil des Etats a adopté une initiative du canton du Valais** (lv.ct. 90.203) qui propose d'instaurer une responsabilité civile illimitée des exploitants de centrales hydro-électriques et la création d'un fonds de solidarité fédéral destiné à couvrir les dommages causés lors de catastrophes majeures (guerre ou phénomènes naturels hors du commun comme des séismes, des glissements de terrain ou des éboulements).<sup>2</sup>

#### Alternativenergien

STANDESINITIATIVE  
DATUM: 16.09.2013  
LAURENT BERNHARD

Le parlement n'a pas donné suite à une initiative cantonale déposée en avril 2011 par le demi-canton de Bâle-Ville et demandant une **suppression des restrictions administratives de quantité dans le cadre de la RPC**. L'objectif de cette mesure consistait à pouvoir réaliser toutes les installations annoncées depuis l'introduction du dispositif en 2009.<sup>3</sup>

STANDESINITIATIVE  
DATUM: 16.09.2013  
LAURENT BERNHARD

Une initiative cantonale émanant de l'Etat de Berne a été rejetée par le parlement au cours de l'année sous revue. Le texte déposé en juillet 2011 préconisait **une augmentation de la part maximale réservée au photovoltaïque par un prélèvement de la RPC**.<sup>4</sup>

1) BO CE, 1989, p. 851 s.; Bund, 9.1.90; Suisse, 12.2.90; NF, 15.2.90.; Délib. Ass. féd., 1990, IV, p. 23

2) BO CE, 1991, p. 811 ss.; NF, 1.10.91.

3) BO CE, 2013, p. 394; BO CN, 2013, p. 1398.

4) BO CE, 2013, p. 394; BO CN, 2013, p. 1398.